

## La FAO prend sans complexe le parti des OGM – les besoins de l'industrie de la biotechnologie l'emportent sur ceux des pauvres

Source : Communiqué de presse de l'Organisation Internationale des Consommateurs,  
[www.consumersinternational.org/roaf](http://www.consumersinternational.org/roaf)

17 juin 2004 – Harare, Zimbabwe – L'Organisation Internationale des Consommateurs (OIC) note avec la plus vive inquiétude le parti pris en faveur du génie génétique affiché dans l'argumentaire et les conclusions du rapport de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) « *Biotechnologie agricole: une réponse aux besoins des pauvres?* ». En conséquence, l'OIC a signé la lettre adressée, à l'initiative de GRAIN, au Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, sur la base des objections suivantes:

- **Les succès présentés ne sont pas dus aux OGM.** Le rapport de la FAO se fait l'écho des réussites enregistrées dans l'emploi des marqueurs moléculaires pour le mil chandelle en Inde, la culture tissulaire de matériel végétal pour la banane sans virus au Kenya et l'éradication de la peste bovine. Toutefois, le rapport omet de signaler que ces procédés n'impliquent aucune manipulation ni modification génétique.
- **Une évaluation tendancieuse, rétrograde et unilatérale.** Le rapport n'examine pas sérieusement les inconvénients de la biotechnologie agricole en général et de la technologie transgénique en particulier. Il laisse entendre que l'ingénierie génétique peut à elle seule nourrir les pauvres et nettoyer l'environnement sans accorder trop d'attention à certaines alternatives dont les mérites ont été largement reconnus.
- Le rapport **contredit les conclusions de la FAO elle-même.** Le chapitre: « *De la Révolution verte à la Révolution génétique* » passe sous silence les aspects négatifs de l'initiative sur le plan environnemental et social. Ceci en dépit du fait que le Bureau régional de la FAO en Asie reconnaît depuis longtemps les inconvénients de la Révolution verte et la nécessité de rechercher des formes d'agriculture écologiquement et socialement plus rationnelles.
- **Ses propres efforts trahis.** La FAO a produit dans le passé d'excellentes analyses sur l'éthique de la biotechnologie et ses récentes consultations sur les OGM ont été équilibrées. Les efforts qu'elle a déployés récemment pour promouvoir le concept ADDR (agriculture durable et développement rural) sont également louables. Ce rapport est loin d'atteindre le niveau de qualité habituel de la FAO et entache la réputation de l'organisation.
- **L'absence de véritable processus consultatif** a suscité la colère de nombreuses ONG au moment où la FAO vient d'accepter un processus ouvert aux diverses parties prenantes pour le développement du concept de souveraineté alimentaire, avec la consultation d'ONG et d'organisations de populations rurales.

### Note aux rédacteurs:

Ce bref aperçu n'est qu'une synthèse de l'analyse approfondie du rapport de la FAO réalisée par l'Organisation Internationale des Consommateurs – qui est présentée de façon plus détaillée lors d'une conférence de presse faite en marge de l'atelier international « Faim, aide alimentaire et OGM » qui s'est tenu à Maputo (Mozambique) du 14 au 17 juillet 2004, conjointement par l'OIC et ses organisations partenaires: União Nacional de Camponeses - UNAC (Mozambique), Environmental Rights Action (Nigeria), The Oakland Institute (Etats-Unis), Accion Ecologica (Equateur), Oxfam Solidarité (Belgique), Third World Network (Malaisie), Amis de la Terre International (Pays-Bas)

Pour plus de détails sur la conférence de presse, contacter Sue Mbaya au: (+263-4) 302-283 poste 16 ou par e-mail: [smbaya@ci-roaf.co.zw](mailto:smbaya@ci-roaf.co.zw)

# **Déclaration du Forum des peuples**

## **Kita – MALI, 6 au 10 juin 2004**

### **Préambule**

En contre-point de la réunion des chefs d'Etat des huit pays les plus riches (G8) en Géorgie (USA) et pour marquer le refus de la résignation des peuples africains, des représentants de mouvements sociaux venus du Bénin, du Burkina-Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Tchad, du Togo et aussi de la Belgique, du Canada, de la France et de la Suisse, se sont réunis à Kita (Mali) du 6 au 10 juin 2004 dans le cadre du Forum des peuples. Après Siby en 2002 et 2003, la 3<sup>ème</sup> Edition du Forum des Peuples s'est illustrée par la participation massive des paysans venus des huit régions du Mali. Au terme de 4 jours de rencontres, d'échanges et de réflexions dans le cadre de conférences-débats et d'ateliers, les centaines de participants (es) (plus de 700) conviennent de la déclaration ci-après :

- La gravité des crises économiques, politiques, sociales et culturelles dans le continent africain du fait de son insertion dans la mondialisation capitaliste néo-libérale et ses effets désastreux sur les populations ;
- l'absence de visions et de stratégies globales dans les politiques de développement ;
- la destruction du tissu économique et social sous l'effet d'une dette odieuse, de l'application des plans d'ajustement structurel et l'envahissement des marchés locaux par l'application des règles injustes de l'OMC ;
- la privatisation tout azimut des sociétés et entreprises d'Etat dont le corollaire est le chômage, la dislocation des foyers, la paupérisation croissante de toutes les couches sociales avec une accentuation de la féminisation de la pauvreté ;
- l'incurie des dirigeants des Etats africains, la gestion prédatrice des ressources publiques et naturelles (la terre, les forêts et les mines....) et le mépris des droits de la personne ;
- la non-association des populations à la conception des politiques de développement et la non-prise en compte de leurs préoccupations et droits fondamentaux ;

### **Le forum des Peuples exige :**

- le rejet des politiques néo-libérales (NEPAD, ACP-UE, AGOA....) et l'élaboration de stratégies et politiques fondées sur la satisfaction des besoins des populations ;
- la démocratisation véritable des systèmes politiques et le respect des droits humains ;
- une meilleure implication des peuples africains dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement ;
- la prise en compte des alternatives portées par les mouvements sociaux et notamment la création d'un front de refus des chefs d'Etats africains face au diktat des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) et autres multinationales créatrices de misères ;
- l'annulation inconditionnelle de la dette odieuse de l'Afrique en particulier et du Tiers Monde en général et la mise en place d'un tribunal international sur la dette ;
- l'arrêt immédiat des privatisations et la ré appropriation par les peuples d'Afrique de leurs patrimoines nationaux bradés par les dirigeants sous pression du FMI et de la Banque mondiale ;
- la construction d'un véritable service public par l'établissement notamment d'un système éducatif et de santé, accessible à toutes et tous et de qualité ;
- la reconnaissance pour tous les pays du droit, voire du devoir, de protéger son agriculture par des taxes à l'importation sur les produits alimentaires de base ;

- le rejet des OGM, la mise en œuvre de politiques de souveraineté alimentaire dans un cadre sous-régional et d'une politique foncière adaptée aux besoins des sociétés paysannes ;
- la cessation du dumping (prix en dessous des coûts de production) et l'instauration de règles de commerce international justes et équitables ;
- un partenariat horizontal et équitable dans les relations Nord-Sud ;
- le renforcement des liens entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud pour une synergie d'action et un renforcement des capacités.

**Nous décidons d'ici la prochaine édition du Forum des peuples :**

- de mettre en place un comité international d'organisation et du suivi de la mise en œuvre des recommandations ;
- d'entreprendre des campagnes d'information et de dénonciation des politiques du FMI et de la Banque mondiale à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de ces institutions qui a lieu cette année

**Nous disons :**

Non au pillage de nos ressources et à la dégradation de l'environnement !

Vive l'unité d'action des mouvements sociaux dans le combat !

Vive le forum des Peuples !

**Le Forum des peuples  
Fait à Kita (Mali), le 10 juin 2004**